

politique africaine

APPEL À CONTRIBUTIONS

Gabon. Sous le coup d'État, la démocratie ?

Dossier coordonné par Florence Bernault (Science Po Centre d'histoire) et Joseph Tonda (Université Omar Bongo)

Date limite d'envoi des propositions (résumés) : **3 novembre 2023**

Le coup d'État du 30 août 2023 au Gabon a surpris la majorité des observateurs de ce petit pays riche, zone stratégique de l'influence française dans la région et 7^e producteur de pétrole du continent. *Politique africaine* a depuis longtemps analysé les errances autoritaires du régime Bongo, installé depuis 1967 et transformé en dynastie familiale à partir de 2009, ainsi que l'évolution plus profonde du pays en une « dystopie tropicale » (n° 115, « Fin de règne au Gabon »). Depuis 2016, d'autres travaux ont montré l'importance de l'élan démocratique de cette période clé, mais également la violente répression post-électorale.

Le renversement d'Ali Bongo, après 56 ans de règne d'un des plus anciens systèmes politiques de l'ère postcoloniale, constitue un événement majeur dont ce dossier de *Politique africaine* souhaite se saisir pour réfléchir plus largement aux dynamiques politiques et sociales que le coup d'État militaire met en lumière. Plutôt que de se centrer sur les problèmes de politique internationale (recul de la FrancAfrique, épidémie des putschs sur le continent, macro-économie du Gabon) ou sur les seuls acteurs principaux (Ali Bongo, Ondo Ossa, Oligui), son objectif est de comprendre l'épaisseur des récentes dynamiques politiques et civiques du Gabon, « par le bas » et de l'intérieur. Il s'agit d'interroger les facteurs décisifs qui ont joué dans l'affaiblissement du pouvoir déchu, les registres de l'expérience des Gabonais ordinaires, ainsi que de leurs interprétations politiques du coup d'État lui-même.

L'approche de ce dossier, pour lequel plusieurs contributions sont déjà à l'étude, est double.

À l'échelle des arènes du pouvoir, le coup d'État du général Brice Oligui peut être interprété selon un schéma de renforcement du régime, tant était extrême la mainmise de celui-ci sur les institutions, et l'essoufflement intérieur du gouvernement d'Ali Bongo comme du Parti démocratique gabonais (PDG). Si l'avenir dira le sens de ce renversement, il est dès à présent possible d'étudier en profondeur les dysfonctionnements politiques et légaux de l'ère Bongo.

Ce dossier interroge ensuite les affleurements démocratiques et l'expérience politique des Gabonais ordinaires, en proposant une analyse plus sociologique de l'appauvrissement du pays et des difficultés de la survie quotidienne. Il est également question d'étudier le revers des résistances démocratiques gabonaises, en s'intéressant à la tentation populaire d'une culture de cooptation et de consentement, ainsi que d'une homophobie largement répandue, dont il faut comprendre les mécanismes idéologiques et sociaux.

politique africaine

Ce court appel à contributions vise ainsi à renforcer ce dossier en préparation. Nous attendons plus particulièrement des propositions mettant l'accent sur le rôle de la jeunesse, des femmes et des diasporas gabonaises.

Il est également possible de proposer un texte de conjoncture.

Calendrier et modalités de soumission

Les propositions d'articles sont attendues pour le 3 novembre 2023 sous la forme d'un résumé d'une page, en français ou en anglais.

Si leur proposition est retenue, les auteurs et autrices devront ensuite envoyer leur article (environ 50 000 signes espaces compris) pour le 18 décembre 2023.

Les propositions puis les articles sont à adresser à la coordinatrice et au coordinateur du dossier :

florence.bernault@sciencespo.fr

josephtonda@yahoo.fr